ALAIN CHENAL

Le shiisme et les événements d'Iran

Note rédigée par une équipe de l'Institut de Politique internationale et européenne de l'Université de Paris X-Nanterre, avec Abdeljebbar Brahim, Patrick Goudy et Pascal Moussy, animée par Alain Chenal.

Le soulèvement du peuple iranien contre la monarchie des Pahlavi a fait découvrir à un large public le mouvement shiite.

D'autres crises politiques mettent en évidence l'extension et la diversité des mondes shiites et des partisans d'Ali (*shiat* Ali) : population majoritaire et prolétaire de l'Iraq, autour des grands lieux saints de Mésopotamie, première communauté musulmane du Liban, et là aussi la plus pauvre, minorités alaouite en Syrie, alévi en Turquie, hazara en Afghanistan, sans parler de l'Arabie, du golfe et de l'Asie centrale. Comme tous les partis légitimistes, le shiisme a connu des crises et des subdivisions innombrables : soulèvement des Qarmates, qui ont fait trembler l'Empire musulman comme Spartacus l'Empire romain, développement des sectes organisées comme les Druzes, les Nuçayris, les Ismaïliens, les Bohorâs indiens, etc. Les shiites ont gouverné une partie du monde arabe, lors du califat fatimide du Caire, ainsi que le Yémen zaïdite, ou la Tunisie ziride, entre autres.

L'ISLAM D'ALI CONTRE L'ISLAM D'ABU BAKR

Le shiisme est, comme le sunnisme, une interprétation orthodoxe de la révélation coranique, qui a pris forme dans les luttes autour du califat. Schématiquement, les shiites refusent que le quatrième

calife, Ali, cousin et gendre du Prophète Mohammad, soit écarté du califat en 657 par Mu'awiya, gouverneur de Syrie. L'unité politique et religieuse de l'Islam ne résiste pas aux nécessités politiques du nouvel Empire et de sa fantastique expansion. La spécificité shiite va peu à peu s'affirmer autour de quatre thèmes majeurs, que Louis Gardet (1) résume admirablement : le rôle de la raison dans l'effort interprétatif des textes et le maintien de l'effort personnel, l'*imama* et la dévotion à l'égard des descendants du Prophète, les gnoses du sens caché du message coranique et l'attente du retour qui doit précéder la résurrection et le jugement dernier.

A la façon des schismes qui vont s'épanouir dans les chrétientés éloignées de Rome et de Byzance, que ce soit l'Afrique du Nord, l'Espagne, l'Egypte, ou le Proche-Orient, et qui manifestent, dans le seul langage universellement reconnu à l'époque, le langage religieux, la volonté politique de refuser la centralisation impériale, le shiisme va devenir la religion des régions et des peuples hostiles à la centralisation califale. Il va s'enrichir, davantage que d'autres écoles, de la philosophie grecque, du christianisme oriental et des cultures des peuples d'Asie, allant parfois jusqu'à un véritable synerétisme (Druzes, Ismaïliens, Nuçayris, etc.). Fidèles à Ali, le quatrième calife, assassiné en 661, les shiites distinguent le califat, pouvoir temporel, de l'*imama*, mission de guider la communauté, confiée à Ali et ses descendants. Qu'ils dirigent ou non la communauté, les *imam* n'en ont pas moins la légitimité ; même si le calife sunnite est le chef visible de l'Etat musulman, son pouvoir ne met aucunement en cause la réalité de l'*imama*. D'où ce sentiment que tout pouvoir temporel qui s'oppose aux *imam* est illégitime et usurpateur : pour tous les Iraniens, spontanément, le shah, pourtant shiite lui-même, prendra le visage de Yazid, l'assassin des descendants d'Ali.

De même, la tradition shiite pense qu'Ali et les *imam* sont dépositaires du sens caché, non obvié, du message coranique. Alors qu'un sunnite peut faire son salut en respectant les prescriptions quasi juridiques du Coran, le shiite doit se rattacher à un guide qui lui enseigne le message caché des textes. Certaines branches du shiisme (Druzes et Ismaïliens par exemple) développent à ce point le thème du message caché, et les étapes initiatiques, qu'elles en viendront à nier toute valeur au droit issu du Coran, et à former pour certaines de véritables sociétés secrètes. Cette caractéristique entraîne le développement, original en Islam, de toute une hiérarchie religieuse parmi laquelle les fidèles choisissent leur guide spirituel et par lequel

(1) L. Gardet, *Les hommes de l'Islam*, Hachette, 1977, p. 228.

ils se rattachent au message transmis par Ali et ses descendants. D'où cette extraordinaire organisation de *mallah*, d'*hodjatolislam* et d'*ayatollah* que l'Occident découvrira dans l'Iran de 1979, et l'extraordinaire autorité politique dont disposeront ceux qui auront été plébiscités par le peuple des fidèles.

Ces quelques remarques préalables, dont on regrette qu'elles ne puissent qu'effleurer l'extrême diversité et la grande complexité des mondes shiites, permettent de dégager quelques traits principaux du shiisme duodécimain, celui d'Iran, d'Iraq et du Liban. Résumons-les avant d'en venir au mouvement shiite iranien depuis cent ans :

— suspicion à l'égard de tout pouvoir d'Etat, toujours susceptible d'être assimilé à l'usurpateur et à l'ennemi de la « maison du Prophète » ;
— apparition régulière, au sein de la hiérarchie religieuse, et choisi par le consensus du peuple musulman, d'un *ayatollah* suprême, lieutenant de l'*imam* disparu *(nayeb-e-imam)* et lui-même désigné comme guide ;
— importance exceptionnelle de la martyrologie dans la conscience populaire. Né d'un massacre, le shiisme accorde au témoignage du martyr un rôle fondamental, et le peuple shiite vit chaque année au rythme des commémorations des martyrs de Kerbela ;
— attente du retour de l'*imam* disparu, où s'épanouira une société équitable pour les saints et les justes.

Ce sont ces traits, hostilité à un pouvoir trop occidental pour ne pas être ennemi de la religion, millénarisme, courage devant la mort, occultés par une image moderniste et complaisante de la monarchie soigneusement développée en Occident, qui ont brutalement ressurgi à travers le soulèvement du peuple iranien. Celui-ci n'est pourtant que l'héritier d'une tradition plus que séculaire.

LE SHIISME EN IRAN AUX XIXe-XXe SIÈCLES

Au XIXe siècle, les chefs religieux shiites se sont opposés à la mainmise étrangère sur l'Iran et aux souverains qui s'en faisaient les instruments. Ils ont poussé à la guerre sainte *(djihâd)* contre la Russie tsariste en pleine expansion et contre l'Angleterre impériale qui cherchait à protéger la route des Indes.

En 1826, les *ayatollahs* engagent la lutte contre la Russie qui tente d'accaparer le marché iranien et le nord du pays. En 1889, ils exigent l'annulation de la concession, qui abandonne au baron

britannique Reuter le droit d'exploiter les mines iraniennes et de créer une banque avec droit d'émission, et celle qui, en 1890, permet au prince Delgoreski de construire des routes et des chemins de fer. La concession du tabac de 1891 qui, pour 150 000 livres sterling, cède entièrement ce produit à une société anglaise, donne lieu à un mouvement sans précédent : l'*ayatollah* Chirazi interdit aux fidèles de fumer, ceux-ci lui obéissent et obligent le chah à dénoncer l'accord.

Au cours de cette lutte pour l'indépendance de la nation iranienne contre la domination coloniale russe ou britannique, le clergé shiite a tissé des liens solides avec les *bâzânis*, les membres de la bourgeoisie commerçante iranienne.

A partir des années 1905-1906, des émeutes éclatent périodiquement, obligeant les souverains de la dynastie Quadjar à faire des concessions, à s'engager à restituer à la nation les biens et les bijoux de la Couronne indûment acquis et à se séparer des conseillers étrangers qui rançonnent le pays. Une alliance se dessine entre le courant religieux progressiste, les commerçants du Bazar et le mouvement ouvrier socialisant, dans lequel figure une bonne partie des 300 000 Iraniens qui ont travaillé en Russie, principalement à Bakou, et qui ont regagné leur pays après l'échec de la Révolution russe de 1905.

Pendant la révolution pour le *Macrouteh* (révolution démocratique bourgeoise de 1906, qui permet à la nation iranienne d'obtenir une Charte constitutionnelle, le *Macrouteh*), le clergé shiite est amené à choisir quelle attitude adopter face au pouvoir. Des lectures « révolutionnaires » de l'Islam, c'est-à-dire antidespotiques, anticolonialistes, démocratiques, s'opposent à d'autres lectures, conservatrices et aristocratiques. Avec le développement du mouvement révolutionnaire, l'aile gauche et radicale des *ayatollahs* rejoint le camp des partisans du *Macrouteh* et de la révolution, pendant que l'aile droite conservatrice se tourne vers les défenseurs du *Machroué* et du pouvoir monarchique Qadjar — *Machroué* renvoie à *Shar'* (loi religieuse). Les partisans du *Machroué* demandent une stricte observance des lois islamiques.

Ce phénomène d'alliance entre l'aile gauche du clergé shiite, les *bâzâris* et le mouvement populaire s'est reproduit entre 1950 et 1953, lors de la bataille livrée par Mossadegh pour nationaliser l'Anglo-Iranian Oil Company.

Avec le *Macrouteh*, sont nés en Iran les partis politiques modernes ; aussi la vie politique iranienne sera-t-elle apparemment dominée par les forces laïques et ce n'est que sporadiquement qu'il y aura une sorte de relève des religieux. Le clergé shiite retrouve une place

prédominante sur l'échiquier politique iranien dans une certaine mesure grâce à la dictature imposée par les Palahvi. Le pouvoir, en effet, peut interdire et réprimer les partis et organisations, mais ne peut s'opposer facilement aux agents et appareils idéologiques de la religion ; la mosquée devient le refuge de nombreux Iraniens et la police ne peut y intervenir. Comme au XIXe siècle, c'est au nom de l'indépendance nationale que le clergé shiite s'oppose au régime de Mohammed Reza, auquel il reproche une stratégie de développement qui a accru la dépendance du pays à l'égard de l'étranger et en particulier des Etats-Unis.

Les doctrinaires

L'*ayatollah* Rouhollah Khomeiny considère que la foi en l'Islam justifie à elle seule tout le mouvement révolutionnaire. « Du point de vue religieux, je suis habilité à agir comme je le fais. » Son soutien populaire n'est que la reconnaissance de sa légitimité.

Khomeiny estime que c'est vers Dieu qu'il faut se tourner pour trouver de nouvelles formes de gouvernement : la République islamique n'est pas fondée sur un contrat, mais sur un acte de Foi, la loi y est l'ordre de Dieu. Aussi, la tâche de la Constituante proposée par Khomeiny n'est pas de dégager un consensus, un texte qui légitimerait et délimiterait l'action des gouvernements futurs, mais de définir simplement un cadre où des lois déjà fixées pourront être appliquées. Sur le plan politique, il ne peut y avoir plusieurs partis. « Tout le peuple doit être islamique », puisque l'Islam garantit à lui seul la liberté et la démocratie. L'*ayatollah* accepte les minorités, mais il demande « l'unité d'opinion, l'unité d'expression, l'unité d'action ». C'est ce qui l'amène à objecter aux ouvriers du pétrole, qui réclament plus d'autogestion : « Toute grève va à l'encontre de la révolution. »

Le système économique proposé par Khomeiny n'est ni fondé sur les lois du marché et de la concurrence, ni sur la planification et le contrôle des activités économiques par l'Etat, mais sur la *moralité* : moralité des motivations et moralité dans les échanges. Il n'est pas question de « classes », mais de couches sociales : la société dessinée par l'*ayatollah* est une vaste communauté. C'est cet esprit communautaire qui a présidé à la mise sur pied, par des ingénieurs, des étudiants et des enseignants islamiques, disciples de Khomeiny, de « comités de protection de l'ouvrier ».

Avec la révolution, les dirigeants d'entreprises ont préféré fermer et, le plus souvent, ont licencié purement et simplement leur per-

sonnel. Le système d'assurances pour les chômeurs étant par ailleurs paralysé puisque son personnel est en grève, des millions de travailleurs sont sans salaires. Alors que l'extrême-gauche iranienne parle d'organisation autonome des ouvriers, qui manifestent devant leurs directeurs pour être payés, les militants islamiques mettent l'accent sur la reconstruction des liens de solidarité populaire, détruits par le régime impérial. « Nous sommes confrontés, dit un membre de ces comités, à deux types de situations. Soit des représentants des travailleurs viennent nous trouver et nous exposent leur problème. Des membres du comité se rendent sur les lieux de travail, enquêtent auprès des ouvriers et nous allons négocier avec le directeur de l'usine... Parallèlement nous faisons un travail idéologique en donnant des conférences aux ouvriers sur les idées économiques de l'Islam. Et puis il y a les cas individuels. Là aussi, nous discutons avec lui, sur ses besoins et ceux de sa famille, auprès de laquelle nous enquêtons. Et nous leur trouvons du travail. Par exemple, vendeurs ambulants d'ouvrages islamiques... » (*Libération* du 12-2-1979).

L'*ayatollah* Khomeiny estime les réformes de structure inutiles puisque, une fois les corrompus de l'ancien régime chassés, les dirigeants seront de haute valeur morale. Dans la République islamique, les détenteurs du pouvoir n'en abusent pas, car leurs motivations sont bonnes.

Ali Shariati représente un courant religieux en contact direct avec l'Occident : des études supérieures suivies en partie en France lui ont donné l'occasion de côtoyer Massignou, Fanon, Sartre. Professeur à l'Université de Meched, il fait dans ses cours une relecture du Coran qui attire des étudiants jusque-là peu marqués par la religion. De 1969 à 1973, il donne des conférences à l'Institut musulman de l'Hosayniyé Ershâd, lieu de rencontre des étudiants qui ne fréquentaient plus les mosquées et des religieux qui n'avaient pas accès à l'Université.

Au cours de ces conférences, Shariati défend l'idée selon laquelle le shiisme doit être réformé car, depuis qu'il est la religion officielle de l'Iran, il est devenu une institution au service du pouvoir. Les ulémas ont exploité à leur profit une situation ambiguë, fermant les yeux sur le despotisme, faisant du shiisme une religion de vaincus et tournant les croyants vers la conservation de formes extérieures. Shariati estime que l'Islam, au contraire, c'est un combat pour la justice, la révolte contre la tyrannie. D'autre part, il considère que la conscience des peuples du Tiers Monde est aliénée par l'Occident grâce aux idéologies que celui-ci leur impose. Pour se libérer, ces peuples doivent revenir à leur culture nationale et à leur Foi.

Pour gouverner la communauté, Shariati préconise une démocratie « dirigée » : si la société n'est pas encore mûre, le pouvoir doit être confié à un groupe d'élus qui ont pour objectif de guider l'homme vers la perfection... Le peuple n'ayant pas de guide religieux présent, le douzième *imam* n'ayant pas réapparu, c'est lui qui choisit le remplaçant de son *imam*. Shariati ne parle pas de suffrage populaire : le peuple, ayant reçu une mission sacrée, la continuation de la mission prophétique, celle de se guider lui-même, il n'est pas envisageable qu'il ne se forme pas dans la communauté ainsi dirigée un consensus. Et la résistance à un tel consensus est condamnée, dans la mesure où il faut, « par n'importe quel moyen, sauver la société des méfaits de ceux qui, par l'abus de leur puissance, de leur argent ou de leur liberté, entraîneraient sa stagnation ou sa corruption.

BIBLIOGRAPHIE

Au-delà des ouvrages classiques sur l'Islam, tels ceux de Gardet, Laoust, Miquel ou Rodinson, citons l'autorité en matière d'Islam iranien, Henri CORBIN, auteur notamment d'une imposante somme en 4 vol. parus chez NRF, *En Islam iranien*, ou des colloques, tel celui tenu à Strasbourg en 1968 sur *Le shiisme unamite* (PUF, 1970, 312 p.).

L'autre Iran, caché à l'Occident, n'était guère étudié jusqu'à l'an passé. Les événements ont amené la publication de toute une série de bons livres journalistiques :

L'Iran contre le shah (FAROUGHY et REVÉRIER, Simoën, 1979, 180 p.).
Iran, la révolution au nom de Dieu (BRIÈRE et BLANCHET, Seuil, 1979, 240 p.).
Iran, le maillon faible (CEDETIM, Maspero, 1979, 358 p.).
L'Iran insurgé (BALTA et RULLEAU, Sindbad, 1979, 312 p.).
Le pétrole et le pouvoir en Iran (VAZIRI, Piantanida, 1978, 358 p.).

On rappellera les livres de Paul VIEILLE et Abdolhassan BANISADR parus chez Anthropos :

Pétrole et violence (1974, 348 p.).
La féodalité et l'Etat en Iran (1975, 306 p.).

Sur Khomeiny, on retiendra le cours qu'il professa à Najaf (*Pour un gouvernement islamique*, Fayolle, 1979, 140 p.) et deux livres à paraître : *La terre a bougé en Iran*, de Gilles ANQUETIL, chez Hachette, et *Imam et révolution* de Yann RICHARD.

Citons enfin les excellents articles parus régulièrement dans *Peuples méditerranéens*.